

LETTRE No 15.

Montréal, 16 juillet 1872.

Cher M. McMullen,

Je craignais que vous ne fussiez entièrement perdu dans les soins du mariage, mais je suis heureux de voir par votre lettre datée du 11 courant, que vous êtes revenu sain et sauf.

Depuis que je vous ai vu, le projet du chemin de fer du Pacifique (canadien) a traversé plusieurs phases, et il est difficile de définir sa présente position.

Sir George Cartier a été en ville quelques jours, et j'ai eu plusieurs entrevues avec lui. Il me dit maintenant qu'il n'a pas actuellement et n'a jamais eu l'intention de conclure avec la compagnie McPherson ou avec la nôtre, et qu'il ne les a laissés incorporer que pour s'amuser. Mais il dit qu'il a toujours voulu que le gouvernement formât sa propre Compagnie, qui conduirait les affaires *sous les ordres du Gouvernement, selon les vues des ingénieurs du Gouvernement*, et avec l'argent fourni par le gouvernement.

Il dit que Sir John A. et lui ont décidé cela depuis longtemps, mais qu'ils ne l'ont jamais dit à leurs collègues.

Il y a une espèce de négociation entre McPherson et moi relativement à cette compagnie gouvernementale, mais elle n'a encore abouti à rien jusqu'à présent.

Pendant ce temps, les élections approchent, et si la chose n'est pas arrangée à la satisfaction du Bas-Canada, les chances d'élection de Sir George Cartier sont assurément très-minces. Je ne puis encore entrevoir le résultat, mais le dénouement ne sera pas reculé bien longtemps. Je vous avertirai aussitôt que je saurai quelque chose.

Tout à vous,

(Signé,)

HUGH ALLAN.

LETTRE No. 16.

(Privée et confidentielle.)

Montréal, 6 août 1872.

Cher M. McMullen,

J'espérais de jour en jour pouvoir communiquer les conclusions auxquelles nous serions arrivés relativement à la négociation du chemin de fer du Pacifique, mais il s'est toujours présenté des obstacles qui ont causé du délai.

Cependant, l'approche des élections, et l'attitude prise par mes amis canadiens-français qui ne voulaient m'appuyer qu'au moment où je me déclarerais satisfait, ont enfin provoqué une crise, et je pense que la partie que j'ai jouée va se terminer heureusement.

Hier, nous avons conclu un arrangement, en vertu duquel le gouvernement s'engage à former une compagnie exclusivement canadienne, suivant mes désirs; et il est entendu que je serai nommé président, que mes amis et moi aurons la plus grande partie du capital-actions, et que le contrat pour la construction du chemin de fer sera donné à cette compagnie, au terme de l'acte du Parlement.

Les américains devront être exclus avec soin de l'entreprise, de crainte qu'ils ne la sacrifient au chemin du *Northern Pacific*, mais j'espère que nous pourrons prêter à cela d'une façon ou d'une autre. Nous n'en sommes pas arrivés là sans d'énormes déboursés. J'ai déjà déboursé plus de \$200,000, et j'ai encore à payer en moins \$100,000. Je tiens à savoir maintenant ce que veulent faire nos amis de New-York. Ils n'ont pas répondu à ma dernière lettre.

Tout à vous,

(Signé,)

HUGH ALLAN.

LETTRE No. 17.

Montréal, 16 septembre 1872.

Cher M. McMullen,

Je voulais convoquer pour ce temps-ci une assemblée à New-York pour voir ce que nos amis de là-bas étaient disposés à faire, mais aujourd'hui j'ai reçu une lettre du général Cass